



NON au recul de l'âge de départ à la retraite à 64 ans NON à l'augmentation de la durée de cotisation

Le gouvernement a officiellement présenté son projet de réforme régressif des retraites :

- Report de l'âge de départ à la retraite à 64 ans
- Augmentation de la durée de cotisation qui passe à 43 ans dès 2027

Le gouvernement veut aller vite. Si nous ne le faisons pas reculer, cette contre-réforme sera mise en œuvre dès le 1^{er} septembre 2023 pour toutes les générations nées à partir de 1961. Avec ce projet, les catégories les plus modestes et précaires seront les plus fortement touchées, et les personnes prochainement retraitables verront encore reculer cette échéance.

Malgré l'idée véhiculée d'une espérance de vie qui s'allonge, qui nécessiterait donc de travailler plus longtemps, c'est la possibilité de bénéficier d'une retraite en bonne santé qui sera remise en cause.

Quant à votre pension, vous ne toucherez plus la surcote pour les trimestres supplémentaires cotisés au-delà de 62 ans (l'âge légal de départ étant reculé). Cela fera donc baisser le niveau de votre pension.

Cette nouvelle réforme est un choix politique : celui de réduire les dépenses publiques, et en particulier les dépenses sociales, au détriment des salariés du privé et des fonctionnaires. Mais surtout, comme le gouvernement l'a indiqué dans ses engagements à la Commission Européenne et dans le budget de 2023, cette réforme s'inscrit dans un programme de « *rééquilibrage des finances publiques* » visant à financer également d'autres priorités gouvernementales, et en particulier certaines baisses d'impôts ! Les 12 milliards d'économies par an que représente le projet du gouvernement se font donc bel et bien sur le dos des travailleurs.

Cette contre-réforme met clairement en jeu les modalités de répartition des richesses, notre modèle social et nos choix de société !

Les organisations syndicales de la DGFIP, Solidaires Finances publiques, CGT Finances publiques, FO DGFIP, l'alliance CFDT-CFTC Finances publiques appellent l'ensemble des personnels à être en grève et à manifester dans la rue le 19 janvier 2022